«Se taire face aux violences, c'est les cautionner»

CAROLINE DAYER La chercheuse et formatrice œuvre depuis vingt-cinq ans à prévenir les violences et les discriminations. Dans une ère post-#MeToo, où les révélations déferlent en continu, elle livre au «Temps» son analyse fine et des solutions concrètes

PROPOS RECUEILLIS PAR AGATHE SEPPEY

Il ne se passe quasiment pas un jour sans qu'une affaire de violences – sexuelles, physiques, psychologiques, verbales – gagne les fils d'actualité des médias. Rien que ces dernières semaines, l'acteur Gérard Depardieu a été condamné pour agressions sexuelles, le pédocriminel Joël Le Scouarnec a écopé d'une peine maximale de prison, tandis que l'affaire Bétharram continue d'agiter la France et que l'ex-magnat du hip-hop Sean Combs (P. Diddy) fait face à la justice à New York.

Depuis vingt-cinq ans, Caroline Dayer sonde les violences. A l'aide des connaissances de la science dans le domaine, elle les décortique pour mieux les prévenir et les traiter. La docteure et chercheuse est aussi la déléguée cantonale vaudoise aux questions d'homophobie et de transphobie dans les lieux de formation. L'experte publie ce printemps son nouvel ouvrage, *Le silence tue* (Ed. de l'Aube), un guide très complet et essentiel donnant des clés pour réagir face aux violences et ne pas laisser l'inaction accoucher de drames.

Pour reprendre le titre de votre dernier livre, comment le silence peut-il devenir une violence? Sur le plan scientifique et sur le terrain, on observe de longue date que les violences tuent: elles impactent l'estime de soi, la santé, le parcours scolaire ou professionnel, peuvent conduire à des dépressions, voire au suicide. Or, l'opinion publique réalise moins que le silence peut être tout aussi dévastateur. Ne pas réagir face aux violences, c'est les légitimer et les reconduire. Ne pas parler de certaines réalités empêche les personnes d'exister. C'est le cas par exemple des thématiques LGBTIQ: on enregistre un taux de tentatives de suicide beaucoup plus élevé chez ces jeunes que chez les autres, et celles-ci sont en partie dues à certains silences qui perdurent. Enfin, ne pas considérer la parole des personnes qui dénoncent des violences, la délégitimer, la tourner en dérision, c'est aussi une violence.

Depuis le début de #MeToo, on parle beaucoup de «sortir du silence», de «libération de la parole». Pourtant la parole ne résout pas tout: il y a ces victimes d'inceste que leur famille n'a pas crues, ces femmes dénonçant des viols qualifiées de menteuses… Effectivement. Dire par exemple que «la parole des femmes se libère» n'est pas correct: elle s'est libérée bien avant *#MeToo,* mais est-ce qu'on l'entendait? Qu'est-ce qu'on en a fait? Les paroles sont nécessaires mais pas suffisantes.

Comment bien les accueillir alors? L'objectif est de passer de l'individuel au collectif dans notre réaction – tout l'enjeu de *#MeToo* ayant été de montrer l'aspect systémique des violences sexistes et sexuelles. Pour ce faire, il est fondamental de différencier les types de violences dont on parle pour qu'on puisse les nommer et avoir des outils adaptés pour réagir. Sur le plan sociétal, il faut de plus tout mettre en œuvre pour contrer la minimisation et la banalisation, ne pas parler à la place des personnes qui en ont été la cible, et lutter contre l'impunité de celles qui les exercent.

Votre ouvrage contient une mine de données, notamment à l'échelle locale. Quel chiffre particulièrement parlant et pourtant méconnu aimeriez-vous souligner? Les connaissances scientifiques sont au cœur de ma pratique car elles permettent de différencier croyances et connaissances. Je soulignerais un constat marquant de la dernière recherche d'Unisanté sur les jeunes LGBTIQ. Elles et ils sont

> «Il est fondamental de différencier les types de violences dont on parle»

davantage la cible de violences de tous les types, et dans toutes les sphères de leur vie: à l'école, dans l'espace public, dans leur propre famille. C'est un enjeu majeur de santé publique. Ces jeunes présentent davantage de facteurs de risques et moins de facteurs de protection – les principaux (l'école, la famille, le cercle amical) n'étant pas forcément au rendez-vous pour les soutenir. Aussi, penser que ça ne concerne qu'une petite minorité de personnes est factuellement incorrect: la même étude montre qu'il y a près d'un quart de personnes LGBTIQ chez les jeunes de 18 ans dans le canton de Vaud.

Face aux chiffres des violences, doit-on sombrer dans une forme de fatalisme? Surtout pas! Plus on est au clair sur les recherches scientifiques, sur les caractéristiques de chaque violence, plus on a un pouvoir d'action pour prévenir et réagir. On n'abordera pas de la même manière une situation de harcèlement-intimidation entre élèves, de harcèlement sexuel dans un cadre professionnel ou au sein d'une relation hiérarchique entre deux adultes, par exemple.

Les violences abordées dans votre livre, sexistes et sexuelles, à l'encontre des personnes LGBTIQ ou le harcèlement-intimidation entre élèves ont une base commune. Laquelle? L'asymétrie du pouvoir, la disproportion des forces. Il ne s'agit pas de situations de conflit, où les personnes impliquées se disputent autour d'un objet, d'une idée, et desquelles elles peuvent se retirer quand elles le souhaitent.

Vous dites que se tromper de «diagnostic» peut conduire à se tromper de prise en charge. Avez-vous un exemple? S'il y a un rapport de force entre les personnes ou les groupes impliqués, il faut à tout prix éviter une confrontation. Prenons des exemples. Un jour, une jeune élève m'a écrit sur Instagram en me disant qu'elle était la cible d'intimidation dans son école et que la médiatrice voulait qu'elle rencontre les quatre personnes qui lui mettaient la misère. Son message disait: «Est-ce que je suis obligée d'y aller?», suivi d'un émoticone qui pleure. Dans les cas de harcèlement sexuel au travail, c'est la même chose: on évite les confrontations. En revanche, dans une situation de conflit, la médiation est un outil très intéressant.

Vous proposez des outils très concrets pour réagir aux violences. Parmi eux, la méthode de la préoccupation partagée (MPP). De quoi s'agit-il? La MPP a fait ses preuves quant aux phénomènes de harcèlement-intimidation entre élèves, dans lesquels il y a une répétition de violences et un effet de groupe qui crée une asymétrie. Il est donc essentiel de distinguer les situations qui se déroulent sous les yeux des adultes et la nécessité d'intervenir, d'une part, et celles qui sont rapportées où il n'est pas possible de savoir qui a fait quoi, d'autre part. La méthodologie utilisée dans le canton de Vaud puis en Romandie fonctionne par de courts entretiens cadrés et individuels avec les élèves. La MPP n'est pas moralisatrice, faire des remontrances ne fonctionne pas. Elle vise à déclencher la préoccupation des élèves en expliquant que les adultes se font du souci pour leur camarade en souffrance. L'objectif est que chaque personne ait l'occasion de donner ses idées d'actions positives pour améliorer la situation.

Votre ouvrage sort dans un contexte global particulier. L'homophobie et la transphobie sont en recrudescence, les discours masculinistes décomplexés… Doit-on se dire que votre travail et celui de vos pairs sont insuffisants? Au contraire, la situation actuelle nous montre à quel point il est nécessaire. On me dit beaucoup que l'homophobie et la transphobie ont explosé à la deuxième élection de Trump. Je vois l'inverse: Trump a été élu car un terreau hostile s'était installé aux Etats-Unis, en Europe et ailleurs, depuis plusieurs années. Les violences s'inscrivent dans un contexte géopolitique et, pour faire front, il est donc fondamental de passer par des politiques publiques articulées, véritablement soutenues sur le plan institutionnel.

Dans le débat public, certains détracteurs qualifient la lutte contre les discriminations envers les LGBTIQ de propagande. Vous documentez d'ailleurs longuement dans votre ouvrage le «mouvement anti-genre, l'anti-wokisme». Qu'est-ce qui relie ces éruptions? Elles font toutes partie de l'arsenal d'offensives réactionnaires coordonnées au niveau international. Ce sont des attaques visant les droits des femmes, des enfants, des personnes LGBTIQ, et plus généralement les droits humains. Elles ciblent aussi la production de connaissances, et plus précisément

PROFIL

1978
Naissance à Sion.

2003
Licence à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation à l'Unige, puis, en 2004, diplôme d'études universitaires générales en sciences humaines et sociales à Paris 8.

2008
Certificat de l'Ecole doctorale lémanique en études genre, puis, en 2009, doctorat en sciences de l'éducation à l'Unige.

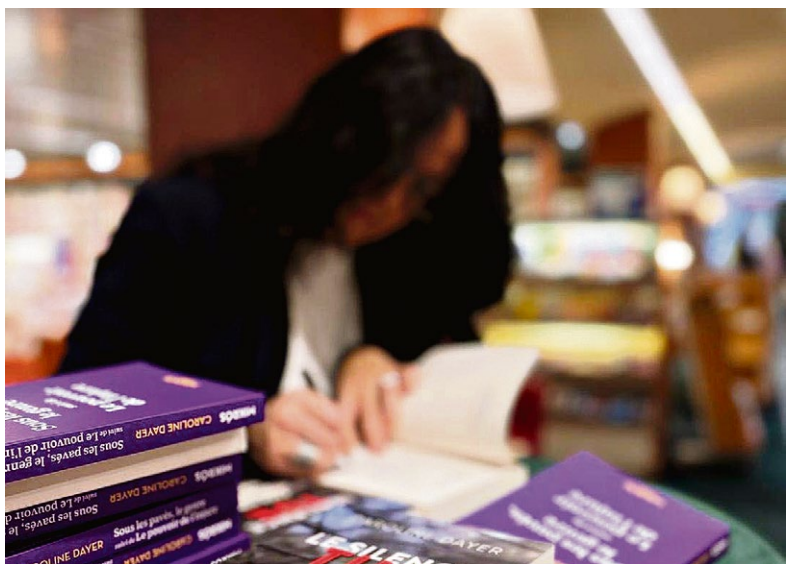
2012
Séjour scientifique à l'Ecole normale supérieure (ENS) et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) à Paris.

Depuis 2020
Déléguée cantonale aux questions d'homophobie et de transphobie dans les lieux de formation à l'Etat de Vaud.

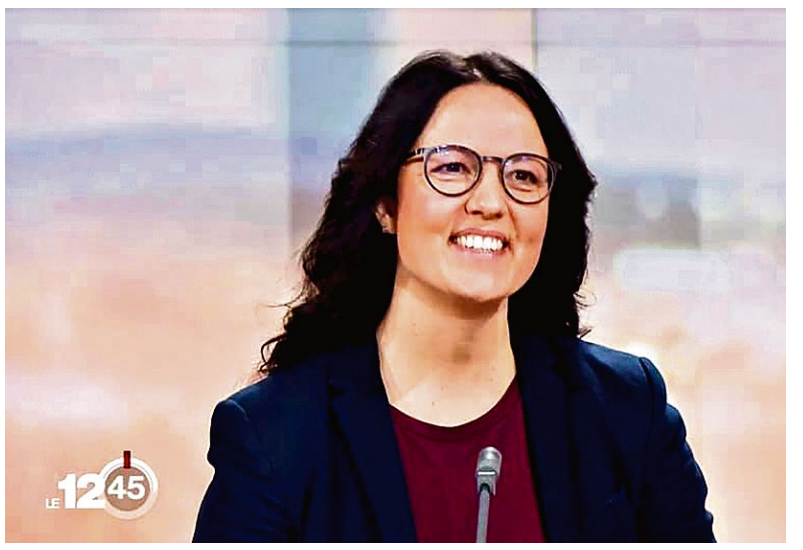
2025
Publication de «Le silence tue». «Comment (ré)agir face aux violences?» et actualisation des ouvrages «Sous les pavés, le genre» (2014) et «Le Pouvoir de l'injure» (2017) (Editions de l'Aube).

Caroline Dayer: «Les théories complotistes participent complètement à la création des paniques morales.» *(LAUSANNE, 22 MAI 2025/ CHRISTOPHE CHAMMARTIN/ LE TEMPS)*

Caroline Dayer (à droite) lors de son mariage civil en 2023, une année après son entrée en vigueur en Suisse. *(ARCHIVES PERSONNELLES)*



Caroline Dayer, le 29 mars 2025, lors du vernissage à Lausanne de son nouveau livre, «Le silence tue. Comment (ré)agir face aux violences». *(ARCHIVES PERSONNELLES)*



Caroline Dayer intervient régulièrement dans les médias. Ici, sur le plateau du «12:45» de la RTS, le 25 janvier 2021, pour l'annonce de son arrivée au poste de déléguée cantonale aux questions d'homophobie et de transphobie. *(ARCHIVES PERSONNELLES)*

LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

Le livre que vous offrez le plus souvent?
Mon dernier livre *(rires)*. C'est un peu particulier. Mais je l'ai écrit pour répondre à beaucoup de questions qu'on me posait, donc je l'offre aux personnes qui cherchent des informations et des pistes d'action.

La dernière photo sur votre téléphone?
Ma femme et moi au bord du lac.

Un espoir sincère pour l'avenir?
Que l'on passe collectivement de la solitude à la solidarité.

Un lieu refuge?
Le lac, l'océan, la mer. Ce sont mes ressources.

Une maxime qui vous décrit bien?
«Plus on rentre dans le moule, plus on ressemble à une tarte».

Une bonne habitude pour entretenir votre santé mentale?
L'apéro.

les savoirs critiques, notamment sur l'égalité et la diversité. Ces offensives ont pris racine il y a des dizaines d'années, dans le sillage des frondes contre les conventions internationales de protection des droits fondamentaux. Elles n'ont fait que se consolider et changer de forme au fil du temps. Le mouvement «anti-genre» est devenu l'«anti-wokisme», une manière de mettre dans le même panier et d'attaquer toutes les personnes qui se battent pour les droits précités.

Des réseaux organisés à l'international… Certains pourraient rétorquer que ça sonne un peu «complotiste». C'est intéressant, car les théories complotistes participent complètement à la création des paniques morales, qui elles-mêmes font partie des armes des offensives réactionnaires. Or, les racines et actions de ces dernières sont très documentées: on voit qui participe à quoi, quels oligarques financent, comment ils sont connectés. On ne parle pas de choses cachées mais d'analyses consistantes, qui ne sont que la pointe de l'iceberg.

Dans l'actualité toujours, l'affaire Bétharram, en France, soulève la question de la politisation du silence. L'un des enjeux étant: qu'est-ce que le premier ministre François Bayrou savait et a potentiellement tu à propos des violences dans ce pensionnat catholique. Quel regard portez-vous sur ce dossier? Il met en lumière une question commune à différents contextes: à qui profite le silence? Et à qui profite le fait de le politiser? En auscultant qui parle, qui ne parle pas, qui savait, qui fait croire quoi, ça nous donne une occasion de comprendre comment le silence se maintient. Je rappelle que se taire, c'est cautionner. Le silence est le socle de certains fonctionnements ouvrant la porte aux dysfonctionnements et les maintenant.

L'acteur Gérard Depardieu vient d'être condamné pour agressions sexuelles, le rappeur P. Diddy est jugé en ce moment dans un procès d'ampleur. A-t-on atteint une nouvelle étape de #MeToo où le silence perd de son pouvoir? *#MeToo* a permis une prise de conscience sur la composante structurelle des violences sexistes et sexuelles, qui ne sont pas des faits isolés. Ces affaires nous permettent aussi de rappeler que, même si la chaîne juridique est lacunaire pour couvrir adéquatement l'ensemble de ces situations, personne n'est au-dessus des lois. Il était enfin temps de montrer que l'impunité n'est pas une option dans ces cas même si elle perdure tant de fois.

> «Il y a des châteaux de cartes qui doivent s'effondrer pour qu'on avance»

Cette semaine, en France, le pédocriminel Joël Le Scouarnec a été condamné pour des actes sur 299 personnes. Ce procès-fleuve a rappelé celui des viols de Mazan. Pourtant, cette fois, aucun grand débat de société ne s'est ouvert. Pourquoi? Il s'agit de deux situations en miroir. Dans le cas Mazan, une victime a été violée par une multitude d'hommes; là, un homme a exercé des abus sur une multitude d'enfants. L'agresseur étant seul, le public peut se dire: «Ah, mais c'est un pervers». C'est une manière d'évacuer la dimension structurelle pour se focaliser sur des aspects psychologiques ou individuels. C'est socio-cognitivement plus simple de catégoriser les choses ainsi et de faire un déni sur le caractère endémique plutôt que de regarder la réalité.

Une réalité qui est pourtant bien documentée. Des chiffres publiés ce mois-ci dans «The Lancet» indiquent que près d'une femme sur cinq et d'un homme sur sept subissent des violences sexuelles avant 18 ans. On sait aussi que la famille en est un terrain très privilégié… Le silence autour de l'inceste est-il le plus tenace de tous? On est en bon chemin vers sa fissuration. Il y a de plus en plus de films, d'ouvrages, de témoignages, de journalistes qui le thématisent. Mais l'inceste reste une «bombe». C'est une pelote de laine complexe où se mêlent tous les éléments dont on a parlé dans cette interview. Le regarder en face force chaque personne à se dire que, tôt ou tard, elle connaîtra une victime (si ce n'est elle-même) ou une personne qui l'a perpétré. L'inceste ébranle le système familial et est une confrontation extrêmement puissante. Reste qu'il y a des châteaux de cartes qui doivent s'effondrer pour qu'on avance. Notre responsabilité est de tirer les fils de la pelote sans la remettre dans l'ombre. De penser l'impensable. ▬